HAL
archives-ouvertes.fr

Le capitalisme cognitif, nouvelle forme de capitalisme ?

Jean-Marie Monnier, Carlo Vercellone

▶ **To cite this version:**

Jean-Marie Monnier, Carlo Vercellone. Le capitalisme cognitif, nouvelle forme de capitalisme ?. Problèmes économiques, Documentation française, 2014, Hors-série (5), pp.117-120. <hal-00975108>

HAL Id: hal-00975108

https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00975108

Submitted on 14 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le capitalisme cognitif, nouvelle forme de capitalisme ?

Article publié dans

Problèmes économiques, Hors-série, n° 5, mars 2014, pp. 117-120

Version préliminaire

Jean-Marie Monnier et Carlo Vercellone

Centre d'économie de la Sorbonne (UMR 8174)

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Les origines de l'analyse en termes de "capitalisme cognitif"

La thèse du capitalisme cognitif a été élaborée au début des années 2000 par les chercheurs de l'équipe CNRS ISYS-Matisse de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne dirigée par Bernard Paulré. Deux insatisfactions principales sont à l'origine de ce programme de recherche présenté pour la première fois en 2001, lors du Forum de la régulation[1].

La première tenait aux limites intrinsèques aux analyses en termes de « post-fordisme » qui tendaient à définir le nouveau capitalisme, en négatif, par ce qu'il n'était plus, plutôt que par ce qu'il était devenu. L'objectif était au contraire de définir les caractéristiques d'un nouveau capitalisme post-industriel, selon une problématique bien synthétisée par le titre de l'un des premiers ouvrages dédiés au capitalisme cognitif : sommes-nous sortis du capitalisme industriel ? (C. Vercellone, ed., 2003)

La seconde insatisfaction était relative au discours standard sur l'économie de la connaissance qui occultait la complexité et les contradictions caractérisant le rapport entre connaissance et nouveau capitalisme.

[1]Dans un texte intitulé *Le capitalisme cognitif comme sortie de la crise du capitalisme industriel: un programme de recherche* et co-signé par B. Paulré, A. Corsani, P. Dieuaide, M. Lazzarato, J.-M. Monnier, Y. Moulier-Boutang, C. Vercellone, http://webcom.upmf-grenoble.fr/regulation/Forum/Forum_2001/Forumpdf/01_CORSANI_et_alii.pdf.

Le concept de "capitalisme cognitif" indique, après le capitalisme mercantiliste et le capitalisme industriel, l'avènement d'une nouvelle phase historique du capitalisme. Celle-ci est marquée par deux traits dominants :

1) Sur le plan de l'organisation de la production, la dimension cognitive et immatérielle du travail devient l'élément-clé de la création de la valeur tandis que le capital nommé immatériel et intellectuel s'affirme comme la forme principale du capital productif. Dans le

même temps, alors que durant le capitalisme industriel la production de marchandises matérielles standardisées destinées à la consommation des ménages avait un rôle prépondérant, de manière progressive cette place est désormais occupée par la production de consommations collectives (éducation, santé, recherche, biens informationnels, etc.). Celles-ci assurent la reproduction d'une économie fondée sur la connaissance, tout en échappant en grande partie à la rationalité économique marchande et du profit propre au capitalisme cognitif.

2) Sur le plan du mode d'accumulation, l'enjeu central de la mise en valeur des capitaux porte de plus en plus sur le contrôle de la production des connaissances et leur transformation en marchandises. Dans cette évolution, l'accumulation du capital s'appuie sur des mécanismes de rente comme en témoigne l'envolée de la finance et des droits de propriété intellectuelle (brevets, *copyright* et marques).

Capitalisme cognitif et économie de la connaissance : deux concepts différents voire contradictoires

Le capitalisme cognitif n'est pas une simple variante de ce que l'on appelle communément depuis la stratégie européenne de Lisbonne une "économie de la connaissance" (ou "économie fondée sur la connaissance").

L'économie fondée sur la connaissance fait plutôt référence à ce que Marx appellerait un stade nouveau du développement des forces productives matérielles et intellectuelles. Son émergence a été impulsée par la rencontre de deux facteurs : l'essor d'une intellectualité diffuse issue d'une hausse formidable du niveau de scolarisation et de la démocratisation de l'enseignement ; la baisse des coûts et la décentralisation des mécanismes de circulation des connaissances permise par la grappe d'innovations (du PC au Web) liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Cette dynamique se manifeste dans l'ensemble de l'économie comme le montre l'importance des externalités résultant du savoir et de la diffusion des tâches de production de connaissance et de traitement de l'information dans tous les secteurs économiques, y compris ceux dans lesquels l'intensité technologique est finalement relativement faible. Ainsi entendue, la constitution d'une intellectualité diffuse et les NTIC jouent un rôle comparable à celui que le développement de la machine à vapeur et de la machine-outil a eu au temps de la première révolution industrielle.

L'essor de l'économie de la connaissance entretient un rapport complexe avec les rapports sociaux de propriété et les institutions du capitalisme qui tendent à l'encadrer et à la soumettre

à sa logique de valorisation. Selon André Gorz (2003), l'économie de la connaissance contient même "en son fond une négation de l'économie capitaliste marchande"[1].

Le concept de capitalisme cognitif se propose justement d'insister sur la dimension historique et les relations conflictuelles entre les deux termes qui le composent. Le terme "capitalisme" renvoie à la permanence des lois fondamentales de fonctionnement de ce système économique, comme le rôle moteur du profit et la centralité du rapport salarial. Le terme "cognitif" souligne pour sa part la nature nouvelle du travail sur lequel reposent le développement des forces productives d'une économie fondée sur la connaissance et l'accumulation du capital.

Capitalisme cognitif et économie fondée sur la connaissance ne sont donc pas identiques, mais renvoient à des logiques de fonctionnement qui s'avèrent contradictoires sur plusieurs points. Cela se manifeste tant sur le plan du rapport salarial qu'au niveau du clivage entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. La manière dont l'extension et le renforcement des droits de propriété intellectuelle empiètent sur la connaissance comme bien public en est l'une des manifestations les plus significatives ("tragédie des anti-*commons*[2]").

La dynamique du capitalisme cognitif

Quatre changements majeurs survenus depuis la crise du fordisme illustrent la dynamique du capitalisme cognitif et font apparaître le rapport contradictoire qu'il entretient avec l'économie de la connaissance.

La révolution informationnelle

Le premier changement tient à la révolution informationnelle, qui a indiscutablement joué un rôle majeur dans la création des instruments du savoir adéquats à une économie de la connaissance. Toutefois, deux remarques sont nécessaires pour apprécier correctement le rôle des NTIC dans le nouveau capitalisme.

Tout d'abord, il faut se méfier de toute tentation de déterminisme technologique. En effet, les technologies de l'information et de la communication (TIC) n'auraient pu se diffuser sans une scolarisation de masse ayant permis le développement d'une intelligence collective capable de

---

[1] André Gorz (2003), L'immatériel, p. 76.

[2] Contrairement à la "tragédie des *commons*" popularisée par Garret Hardin (1968), qui décrit une situation où l'absence de droits de propriété conduit à la surexploitation d'une ressource dommageable pour l'ensemble de la collectivité, dans le cas décrit ici, c'est au contraire l'établissement de droits de propriété qui entrave la production et la circulation des connaissances. Voir Michael Heller (1998).

les mobiliser. Car c'est la connaissance acquise par les hommes qui gouverne le traitement de l'information. Autrement, celle-ci demeure une ressource stérile, comme le serait le capital sans le travail.

En outre, le rôle des TIC dans le développement d'une économie de la connaissance est profondément ambivalent. Elles peuvent ainsi favoriser la constitution de réseaux sociaux de partage et de création du savoir à l'image du modèle des *commons* du logiciel libre. Ces réseaux sont porteurs d'une organisation de la production et de l'échange fondés sur la gratuité et alternative aussi bien à la hiérarchie qu'au marché dans leurs principes de coordination. Mais la révolution informationnelle et du Web est aussi de plus en plus soumise, dans le cadre de l'économie capitaliste, à une logique propriétaire et d'exploitation marchande des bases de données constituées grâce aux usagers, comme dans le cas des grands oligopoles des TIC et d'internet (Microsoft, Facebook, Google…). Cette logique suscite de vives controverses en raison de ses effets pervers sur les libertés des citoyens et la dynamique de la circulation des connaissances et des innovations. On parle souvent à ce sujet des nouvelles clôtures concernant les commons de la société de la connaissance, par analogie avec le mouvement de privatisation des terres communales et de désocialisation de l'économie qui à la fin du XIXè siècle avait conduit, selon Karl Polanyi, à l'affirmation du libéralisme économique et à l'institution du marché auto-régulé.

La hausse de la part du capital immatériel

Le deuxième changement concerne la dynamique historique par laquelle la part du capital immatériel, incorporé pour l'essentiel dans les hommes, a dépassé celle du capital matériel dans le stock total de capital. Cette dynamique est étroitement liée au développement des institutions du salaire socialisé (assurance maladie, assurance retraite, assurance chômage, etc.) et des services collectifs de l'État-providence. Ces services, en particulier, ont permis l'essor de la scolarisation de masse et joué un rôle clé dans la formation d'une intelligence collective. Ce sont les principaux facteurs expliquant la hausse du capital immatériel qui représente aujourd'hui l'élément essentiel de la croissance et de la compétitivité d'un territoire. En somme, contrairement à une idée répandue, les conditions sociales et les véritables secteurs moteurs de l'économie de la connaissance ne se trouvent pas que dans les laboratoires privés de R&D des grandes firmes. Ces conditions sociales et ces secteurs moteurs correspondent surtout aux productions collectives de l'homme par et pour l'homme assurées traditionnellement, en Europe, par l'État-social selon une logique non marchande. Le rôle clé joué par l'État-social dans la mise en place d'une économie de la connaissance permet de comprendre l'un des paradoxes des politiques de libéralisation et d'austérité actuellement

menées en Europe : loin de favoriser une sortie de crise, l'affaiblissement de l'État-social provoqué par ces politiques risque en fait de saper certains ressorts fondamentaux de la croissance à long terme.

La division cognitive du travail

Le troisième changement résulte de la place de plus en plus importante occupée par la division cognitive du travail. L'efficacité ne dépend plus de la seule décomposition du processus de production en opérations répétitives et prescrites, mais se fonde sur les savoirs et la polyvalence d'une force de travail capable de maximiser la capacité d'apprentissage, d'innovation et d'adaptation à une dynamique de changement continu[3]. Le travail cognitif, contrairement au travail taylorien, se déroule sur l'ensemble des temps de vie. Le temps de travail officiel n'est plus qu'une fraction du temps effectif de travail. Les entreprises sont ainsi plus dépendantes des savoirs de leurs salariés et doivent obtenir leur mobilisation et l'implication active de leurs connaissances. Mais les nouvelles formes de management et la précarisation croissante de l'emploi entrent directement en contradiction avec les formes les plus efficaces d'organisation du travail cognitif qui nécessitent la coopération des salariés et un horizon de long terme. Cette évolution provoque un processus de déclassement des « travailleurs cognitifs" qui pénalise en particulier les jeunes et les femmes, en ce sens qu'il crée une dévalorisation des conditions de rémunération et d'emploi par rapport aux qualifications et aux compétences effectivement mobilisées.

Le déplacement de la valeur en amont

Le quatrième changement tient à la manière dont, dans le capitalisme cognitif, la source principale de la valeur tend à se déplacer en amont vers le travail de conception et d'élaboration des prototypes (création de logiciels, élaboration de nouvelles molécules etc.). Cette évolution a deux conséquences majeures.

En premier lieu, la connaissance elle-même tend à devenir un objet privilégié d'appropriation privée. Certes, le modèle de la science ouverte et désintéressée, située au dessus des intérêts politiques et économiques n'a jamais été qu'un idéal-type. Toutefois, à l'époque du capitalisme cognitif soumis à la régulation néolibérale, la privatisation de la connaissance et sa soumission à la logique de la rentabilité va jusqu'à rompre les frontières traditionnelles entre découverte et invention, entre recherche fondamentale et recherche appliquée. Les

---

[3] Pascal Paoli et Damien Merllié (eds.) (2000), *Third European Working Condition survey 2000*. Le résultat de cette enquête sous-estime cependant l'importance des travailleurs engagés dans une organisation cognitive ou apprenante du travail dans la mesure où elle ne prend pas en compte les secteurs non marchands de l'État-providence.

centres de recherche publique sont de plus en plus incités à s'adosser à des projets privés tandis que la possibilité de breveter le vivant conduit à la privatisation d'un patrimoine commun de l'humanité.

En second lieu, pour nombre de productions intensives en connaissances, comme par exemple les logiciels, les biens culturels numérisés, mais aussi les médicaments (etc.), le temps de travail, et donc les coûts marginaux de reproduction sont très faibles, et dans certains cas tendent vers zéro. Ces biens devraient donc être vendus à des prix très faibles, voire, parfois cédés gratuitement, ce qui risquerait de conduire à la diminution drastique de la valeur monétaire de la production et donc des profits qui lui sont associés. C'est pourquoi la mise en œuvre d'une stratégie de renforcement des droits de propriété intellectuelle créant artificiellement la rareté des ressources, devient un enjeu clé pour les oligopoles de la connaissance. C'est ainsi que le capitalisme cognitif multiplie les dispositifs fondés sur des stratégies de rente conduisant à la raréfaction de l'offre, afin de maintenir la primauté de la logique marchande et de sauvegarder les profits. Nous avons là une situation qui contredit les principes mêmes sur lesquels les pères fondateurs de l'économie politique justifiaient la propriété comme un instrument de lutte contre la rareté. Désormais, c'est la création de la propriété qui fait apparaître la rareté. Il en résulte une tension de plus en plus aiguë entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, cette tension est aggravée par le contraste entre les exigences de rentabilité à court terme de la finance et l'horizon de long terme nécessaire à l'investissement dans la production de nouvelles connaissances.

Finalement, qu'il s'agisse du rôle des institutions de l'État-providence, des modes de management du travail cognitif, du système des droits de la propriété intellectuelle, du rapport entre savoir et finance, il existe un nœud de contradictions profond entre la logique du capitalisme cognitif, du moins celle promue par son actuelle régulation néo-libérale, et les conditions sociales et institutionnelles susceptibles de permettre l'épanouissement d'une économie de la connaissance.

Bibliographie

Colletis G. et Paulré B. (coord.) (2008), *Les nouveaux horizons du capitalisme, Pouvoirs, valeurs temps*, Paris, Economica.

Gorz A. (2003), *L'immatériel. Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée.

Hardin G. (1968), "The Tragedy of the Commons", *Science*, vol. 162, pp. 1243-1248.

Heller M. (1998), "The Tragedy of the Anticommons in the Transition from Marx to Markets", *Harvard Law Review*, vol. 111, n 3, pp. 621-688.

Monnier J.-M., Vercellone C. (2007), "Travail, genre et protection sociale dans la transition vers le capitalisme cognitif", *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 20, n° 1, pp 15-35.

Lebert D., Vercellone C. (eds) (2011), "Travail, valeur et répartition dans le capitalisme cognitif", *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 24, n° 1-2.

Paoli P. et Merllié D. (eds.) (2000), *Third European Working Condition survey 2000*, Luxembourg, Office of the European Union, http://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_files/pubdocs/2001/21/en/1/ef0121en.pdf.

Vercellone C., (ed.) (2003), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute.

Vercellone C. (2009), "L'analyse « gorzienne » de l'évolution du capitalisme", *in* Fourel C. (dir.), *André Gorz un penseur pour le XXIe siècle*, Paris, La Découverte, pp. 77-97.